

CIBLE

Abus

Toujours ravie de se voir si belle (si intègre, si intelligente, si populaire) en son miroir, la direction socialiste a commis en deux jours un double abus de confiance.

Vendredi 16 avril. Dans *Les Échos*, Laurent Fabius, futur candidat à l'élection présidentielle, se prononce pour la « réindustrie ». Ainsi, l'ancien ministre de l'Économie de Lionel Jospin, co-responsable des privatisations et de l'abandon de toute politique industrielle, annonce qu'il referra ce qu'il a défait. Tant que Laurent Fabius n'aura pas fait son autocritique et publié un programme cohérent de nationalisations, nous dirons que cet homme qui a tout trahi continue à nous tromper.

Samedi 17 avril. Le Conseil national du Parti socialiste se prononce pour une « Europe sociale » et une « Europe politique ». C'est se moquer du monde : quand ils étaient au pouvoir, les socialistes français ont eu l'occasion de créer, avec leurs partenaires sociaux-démocrates, l'Europe dont ils disent rêver. Or ils ont entériné lors des sommets de Lisbonne et de Barcelone les orientations ultralibérales qu'ils contestent aujourd'hui. Qui croira ces renégats ?

UNION EUROPÉENNE

Oui à la Turquie

Danger

**L'Europe et
les régions**

p. 6-7

Sarkozy

**Il vend
les bijoux !**

p. 3

Et si on changeait de peuple ?

Dans les médias, les Français ont très mauvaise réputation : ils détestent les réformes, ils sont contre la Réforme. Puisque la gouvernance n'arrive pas à changer ce peuple vraiment pas convenable, faut-il changer de peuple ?

A la télévision, il y a un truc qui ne rate jamais : chaque fois qu'un gouvernement n'arrive pas à faire passer un plan de réformes, il y a un grand débat sur le thème : « *les Français sont-ils allergiques aux réformes ?* ». Ensuite, les plus grands éditorialistes de notre temps publient dans les plus grands quotidiens du matin et du soir des articles consternés.

Faites excuses si je m'abuse, mais il me semble bien que c'est toujours Arlette Chabot qui anime la soirée télévisée, à laquelle sont conviées les plus éminentes personnalités de la haute société politique et journalistique : un ministre à la mode (genre Ségolène de Charente), Alain Minc, un homme du *Monde*, un clone d'Alain Minc, un patron qui a réussi (autrefois c'était Bernard Tapie), un socialiste de bonne compagnie (genre le compagnon de Madame Royal) et un syndicaliste Force ouvrière qui concentre

sur son humble personne les regards accusateurs.

Que ce soit en 1995 après le juppéthon ou en 2004 après l'échec du raffarindum, Arlette Chabot est toujours parfaite. Depuis deux ou trois décennies (quand on aime on ne compte pas) elle promène son regard sombre sur ce pauvre peuple comme le ferait un professeur de mathématiques sur une classe de cancre. Son front plissé ressemble au parchemin accusateur d'un tribunal de la Sainte Inquisition. Son air bougon ne laisse aucun doute sur la sentence qui tombera bientôt de ses lèvres amincies par le mépris : les Français, peuple rebelle, se refusent à la Réforme comme troupeau de vaches fuyant le taureau.

Sur le plateau, à l'exception du syndicaliste, tout le monde opine et chabotise à tout va. La scène atteint son point de perfection lorsqu'un représentant auto-proclamé des « managers » brandit le livre

qu'il a écrit contre la *France paresseuse* - après cinq ou six autres du même tonneau. Puis ces messieurs et ces dames se quittent après avoir rendu hommage aux héros du Nouveau Capitalisme - tel Didier Pineau-Valencienne ou Jean-Marie Messier - qu'on se hâte d'oublier lorsque ces innovateurs vraiment innovants se retrouvent devant un juge.

Ai-je besoin de vous dire que dans le salon médiatique où se chabotent gentiment les Chabotins (droite libérale) et les Chabotards (gauche libérale-libérée) la Réforme n'est jamais clairement définie dans son contenu mais seulement dans son allure : la Réforme est ce qui bouge, ce qui va de l'avant, ce qui change... à l'heure de la mondialisation.

Il serait en effet inconvenant de poser la vraie question : dans sa majorité, le peuple français est-il partisan d'une politique néo-libérale qui implique privatisations, délocalisations, bas salaires,

destruction du système de protection sociale et chômage d'équilibre à 9 % minimum ? Le simple rappel de la série des votes de rejet exprimés depuis vingt ans mettrait un terme à tous les chabotinages et autres formes de duhamellerie - car Alain Duhamel est le desservant masculin (*henni soit qui mâle y panse*) du culte de la Réforme inqualifiée.

D'autres solutions existent, mais elles sont toutes plus inconvenantes les unes que les autres :

- confier à Frédéric Mitterrand une série d'émission sur « Ces réformes que les Français ont adorées » : les nationalisations et les congés payés en 1936, les ordonnances de 1945 (sur la Sécurité sociale...), la Constitution de 1958, la réforme constitutionnelle de 1962, les accords de Grenelle de 1968, les nationalisations de 1981...

- réformer Arlette Chabot, Alain Duhamel et leurs innombrables clones ;

- remettre la France libérale au travail en obligeant Ségolène, François, Laurent, le faux baron Ernest-Antoine et Bernadette, la Madone des Étables, à passer leurs fins de semaine au bureau ainsi que leurs congés de printemps, d'automne et d'hiver.

Faute d'accord sur ces points et les personnes susvisées parvenant à conserver le pouvoir, il faudrait apporter au problème sa solution définitive : changer de peuple pour qu'on puisse enfin gouverner et chabotiner entre gens de bonne compagnie et toujours de bonne humeur.

Justin QUISLAIROULE

royaliste 
BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVE

SOMMAIRE : p.2 : Et si on changeait de peuple ? - p.3 : Les bijoux de la Sarkaflore - Sens d'une révolte - p.4 : La dérive présidentielle de la V^e République - p.5 : Frontières - p.6/7 : Europe et décentralisation - p.8 : Haine de classe - p.9 : Le Progrès a-t-il un avenir ? - p.10 : Découvrir Einstein - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Doctrine du pouvoir.

RÉDACTION-ADMINISTRATION

17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris

Téléphone : 01.42.97.42.57

Télécopie : 01.42.96.05.53

Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (46 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Les bijoux de la Sarkafiore

Hors d'haleine, Sylvie Fernoy nous livre les résultats de l'enquête qu'elle a menée entre le Pont de Tolbiac et le quai de la Râpée. Sarko à Bercy, ça décoiffe sur les bords de la Seine.

Vite. Nicolas S. est le ministre le plus rapide du monde. Il a quitté le ministère de l'Intérieur si vite qu'on n'a pas eu le temps de faire le bilan de son action Place Beauvau.

Mais c'est vrai qu'on parle beaucoup moins de violence à la télévision. Même avant les élections.

Si je m'écoutais, je ferais tout de suite le bilan du passage du super ministre à Bercy afin d'être à l'heure pour la prochaine étape. Mais bon, je me contente de noter ceci :

Le brouillard s'est levé sur le Pont de Tolbiac. Sarko voit le trou du déficit budgétaire, la masse sombre de la dette publique. Vite, il applique en bloc les recettes du « *Petit libéral illustré* ». Ce que conseille cet hebdo super-sympa trouvé par Cécilia S. dans la poubelle de Francis Mer tient en trois mots :

Liquidation. Pour se mettre en forme, on va balancer vite fait mal fait cinq mille fonctionnaires de Bercy.

Bazardage. Cette fois, tout y passe, en vrac : les bijoux de famille, l'argenterie, les lingots, les immeubles. À savoir : 500 tonnes d'or, la SNECMA, des dizaines de milliers de mètres carrés de bureaux, des restes de Renault, de France Télécom... Objectif : faire rentrer fissa assez d'argent dans les caisses pour ne pas être puni

par la Commission de Bruxelles. C'est comme ça que Nicolas croit qu'il va gagner ses galons d'homme d'État.

Gel. C'est une sale vieille méthode, toute bête mais efficace pour ceux qui veulent paraître libéraux : Bercy gèle une partie des dépenses votées par la représentation nationale - et vive la démocratie ! Cette fois, c'est quatre milliards d'euros qui sont arbitrairement bloqués, et tous les ministères seront contraints de réduire leurs dépenses.

Ceux qui prétendent que les restrictions de crédits contribuent à réduire l'activité économique n'ont rien compris : tel Alain Juppé avant le Juppéthon, Nicolas Sarkozy veut aller encore plus loin dans l'ultra-libéralisme pour rassurer les Français et rétablir la confiance :

« *L'État est trop endetté, les ménages pas assez, parce qu'ils ne croient pas en l'avenir* » a-t-il, confié au *Nouvel Observateur*. C'est fou ce qu'il aime les pauvres, notre Nicolas : il leur conseille de compléter leurs salaires par un petit emprunt qui transforme l'ouvrier bougon en consommateur épanoui. Ce qui fait le bonheur des banquiers (taux d'intérêts entre 9 et 16 % pour un prêt personnel moyen) avant de donner du travail aux huissiers.

Sylvie FERNOY

Sens d'une révolte

Une révolte d'actionnaires qui aboutit à l'éviction des dirigeants ? Est-ce l'exception qui ne justifie pas la règle - ou le début d'une révolution ?

Hors des milieux boursiers, il n'est pas facile de prendre la défense des actionnaires, mêmes modestes, lorsqu'ils perdent leurs économies : *ils ont spéculé ; ils ont perdu. Tant pis pour eux !* Telle est la réaction la plus répandue.

Je tiens cependant à plaider pour les petits actionnaires d'Eurotunnel (dont je ne suis pas) parce que beaucoup parmi eux n'ont pas placé leur argent à des fins spéculatives. Ils voulaient participer à la réalisation d'un vieux rêve, devenu presque un mythe : la percée du tunnel sous la Manche.

En dépit de la légende, beaucoup de Français et de Françaises sont passionnés par l'industrie nationale : on sait qu'ils ont largement participé au financement des équipements de l'Est européen avant la Première Guerre mondiale - en Russie bien sûr, mais aussi en Roumanie, en Serbie, en Bulgarie... L'abandon du « France » par V. Giscard d'Estaing fit scandale et le site de l'ancienne usine du chocolat Meunier, dans la région parisienne, est l'un des plus visités de France lors de la journée du patrimoine. La France est aussi une nation d'ingénieurs et d'ouvriers de grandes industries qui sont, à juste titre, fiers de leur œuvre.

Le malheur de notre époque, c'est que les financiers se moquent de l'industrie comme de la défaite de l'an 40 et que

nombre de dirigeants d'entreprise sont des incapables - voire des délinquants en col blanc.

Bien sûr, on s'aperçoit aujourd'hui que la première et la pire des erreurs fut de confier le creusement du tunnel sous la Manche au secteur privé : les dépassements de crédits étaient presque certains et la rentabilité de l'affaire ne pouvait être assurée que dans le très long terme. Le refus idéologique de l'indispensable coopération inter-étatique a produit les effets redoutés : évaluations pifométriques du financement des investissements, gestion calamiteuse, chute brutale et irrémédiable de la valeur des actions.

Le mercredi 7 avril, les actionnaires floués ont destitué les dirigeants de l'entreprise et le pouvoir est aujourd'hui assumé par les meneurs de la révolte : Jacques Maillot, le président de *Nouvelles frontières* et le très discuté (1) Nicolas Miguet. Par-delà son ambiguïté, cette révolte n'annonce pas une révolution : c'est en général à la suite de scandales (Jean-Marie Messier) ou de manœuvres obscures que les dirigeants des grandes entreprises sont plus ou moins brutalement congédiés.

Annette DELRANCK

(1) C'est une litote, dictée par la prudence. L'édifiante biographie de M. Miguet a été publiée par des journaux qui peuvent recourir à des avocats.

La dérive présidentialiste de la V^e République

Tout commence avec le quinquennat, dont l'objectif était de faire coïncider, autant que possible, une majorité présidentielle avec une majorité parlementaire, de même tendance politique, pour une durée de cinq ans, et de « présidentialiser » ainsi le régime de la V^e République, en réduisant de fait le Premier ministre au rôle de superdirecteur de cabinet du Président, et le Parlement, à deux quasi-Chambres d'enregistrement.

Après l'échec cinglant de la majorité aux élections régionales et cantonales, il est clair, de l'avis unanime des responsables politiques, que ces résultats électoraux, bien qu'il ne s'agisse pas d'élections législatives, sont une sanction locale, mais aussi nationale pour le gouvernement.

A cela, plusieurs raisons :

- la réforme du quinquennat a raccourci les échéances et accéléré le rythme de préparation aux élections présidentielles. Le quinquennat a transformé ces élections locales en test politique national de mi-mandat avant les européennes, puisqu'il n'y aura plus d'élections d'ici à 2007, lorsque se dérouleront, à la fois, les élections présidentielles et les élections législatives ;

- l'attitude contradictoire du Premier ministre qui n'a cessé d'affirmer qu'il ne s'agissait que d'élections locales, mais qui a participé à de nombreux meetings à Paris et en province, et qui est venu personnellement appuyer Elisabeth Morin, candidate sortante qui lui avait succédé à la présidence de sa propre région de Poitou-Charentes, pour être finalement largement battue par Ségolène Royal ;

- la contestation de la politique économique et sociale dont le Premier ministre est le maître d'œuvre, et les conditions de sa réforme de décentralisation en cours ;

- la participation de dix-neuf ministres aux élections régionales, dont la majorité a été défaite ;

- la véritable raz de marée dont a bénéficié l'opposition, emportant 21 régions sur 22.

Dès lors, la question de confiance se posait pour le gouvernement - non pas devant l'Assemblée nationale qui lui est majoritairement acquise - mais directement devant les Français, et on n'attendait pas moins du Premier ministre - même s'il ne s'agissait pas d'élections législatives et même si la Constitution ne l'obligeait pas à le faire - qu'il remette sa démission au Président de la République. Ce qu'il a parfaitement compris, interprété et fait, en présentant le 30 mars sa démission au chef de l'État.

On pourrait lui en rendre hommage si, contre toute attente et de manière contradictoire, il n'avait pas accepté d'être renommé aussitôt par Jacques Chirac.

Les arguments du chef de l'État pour maintenir le Premier ministre sont peu convaincants dans le contexte politique actuel :

- « *Il a engagé les réformes, il est le meilleur pour poursuivre son action* » ;

- « *une élection locale a certes du sens, mais elle n'entraîne pas un changement de chef d'équipe* » (on dit habituellement cela d'une équipe qui gagne !).

La vérité est qu'il existe un enjeu personnel pour le chef

de l'État : il ne veut pas de rival comme Premier ministre, en l'occurrence Nicolas Sarkozy, car il souhaite se représenter à la prochaine élection présidentielle.

Ainsi, pour raison et intérêt personnels, par pure tactique politicienne, il préfère ne pas tenir pleinement compte du suffrage universel exprimé, en se réfugiant derrière le caractère local de ces élections.

Certes, en confirmant le Premier ministre démissionnaire dans ses fonctions, le chef de l'État est dans son droit puisqu'il lui appartient constitutionnellement de nommer effectivement le Premier ministre et que par ailleurs, celui-ci dispose d'une majorité à l'Assemblée nationale.

Cependant, il agit comme chef d'État d'un régime présidentiel, son Premier ministre est son exécutant, il est, dans les faits, également responsable devant lui et peu importe de savoir s'il dispose ou non d'une majorité politique dans le pays, dès lors qu'il ne s'agit pas d'élections législatives.

Or, notre Constitution est formelle, c'est au Président de nommer le Premier ministre (Art 8), mais c'est au gouvernement de déterminer et conduire la politique de la Nation (Art 20) et c'est le Premier ministre qui dirige l'action du gouvernement (Art 21).

Dans ces conditions, le chef de l'État ne se comporte plus en guide-arbitre de la Nation,

au-dessus des partis politiques, et présidant aux destinées de la France, mais comme le chef partisan d'une majorité politique et d'un clan, dont il est devenu le super Premier ministre dictant sa feuille de route à son premier grand commis : Jean Pierre Raffarin, qui désormais exécutera les ordres venus d'en haut, sans réelle autorité, ni crédibilité.

Il n'agit pas, comme l'aurait sans doute fait le général de Gaulle après la démission de son Premier ministre, en nommant une autre personnalité ou tout simplement en dissolvant l'Assemblée nationale pour consulter les Français à mi-mandat de la législature. Il dénature ainsi, dans une logique de dérive présidentialiste du régime, l'esprit originel des institutions de la V^e République, après avoir déjà approuvé la réforme du quinquennat.

Pire, il s'exonère de surcroît d'avoir été réélu par 82 % des voix en 2002, et donc pas seulement par des voix de droite.

Dès lors, il est à craindre que l'élection du Président de la République devienne encore plus qu'avant l'enjeu de tous les instants, notamment avec le quinquennat, que les partis politiques servent essentiellement d'écuries présidentielles, et que les questions de personnes supplantent la réflexion sur les idées politiques.

À regarder nos voisins européens dotés d'une monarchie parlementaire, une certaine envie nous prend à imaginer que la vie démocratique en France pourrait se vivre plus paisiblement, au plus près des besoins et des préoccupations des Français, si nous options pour le Roi :

Chef de l'État, symbole et garant de l'unité nationale, véritable guide-arbitre de la vie politique au-dessus des partis, et au service de tous les Français, avec un Parlement qui légifère pleinement et un gouvernement qui gouverne selon les choix exprimés par les Français.

Avec la République « présidentialiste » du quinquennat : c'est Raffarin III.

Avec la Monarchie parlementaire : ce serait aux Français de se prononcer.

On se prend à rêver...

Denis CRIBIER

Frontières

Comment passe-t-on des Affaires Étrangères à l'Intérieur ? Comment passe-t-on des Affaires européennes aux Affaires étrangères ? Imaginons le dialogue de MM. de Villepin et Barnier dans ce ministère des Cent jours consacré aux élections européennes que d'aucuns voudraient mener sous la bannière anti-turque.

Il revient au commentateur à donner du sens à ce qui souvent n'en a pas. Ce n'est sans doute pas en effet à cause de la Turquie que l'on a remanié le gouvernement français. On trouvera néanmoins étrange que le premier choix politique effectué par l'UMP au lendemain de la nomination de celui-ci ait été de s'opposer à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Pour la formation du Président, c'était tomber dans le piège tendu par les « souverainistes » mais encore plus par les « libéraux-centristes » (ce n'est pas pour rien que la revue *Commentaire* tire à boulets rouges dans tous ses numéros contre les Turcs) et autres « démocrates-chrétiens » allemands ou slovaques. Accepter la ligne de ces derniers, alors que rien ne les y obligeait, traduit la peur panique d'un nouveau désastre électoral, mais ne comporte pas une seule idée originale. Si 70 % de nos compatriotes, comme on nous le serine, seraient aujourd'hui opposés à cette adhésion, c'est tout simplement qu'on laisse les Français réagir sur des préjugés médiévaux (1) et qu'on ne leur fournit aucune vision d'avenir.

A M. de Villepin, qui s'est fait une réputation à travers tout le monde arabo-musulman, de montrer, à l'Intérieur, comment l'islam français - qui est européen - peut s'intégrer. A M. Barnier, dont les lettres de créance

européennes n'ont rien à envier à d'autres démocrates-chrétiens comme MM. Bourlanges ou Barrot, de montrer, aux Affaires étrangères, comment l'Europe peut agir dans le monde, avec et grâce à la Turquie au sein de ses conseils. Voilà ce qui serait cohérent : projeter le monde en Europe, la France au cœur ; projeter l'Europe dans le monde. C'est notre projet. Reste à démontrer comment ceci passe par l'intégration de l'islam et celle de la Turquie. Il faut même aller plus loin et démontrer comment ceci ne peut même se faire que l'un par l'autre : c'est-à-dire que l'on n'intégrera l'islam que si l'on intègre la Turquie et réciproquement.

Parmi les adversaires de ce projet, on trouve deux catégories : ceux qui refusent à la fois l'islam et la Turquie, et auxquels il est inutile de répondre ici, et ceux qui disent refuser la Turquie pour permettre selon eux une meilleure intégration des musulmans qui sont déjà sur le sol européen. L'intégration serait possible à l'échelle de l'Europe pour huit, dix, quinze millions de musulmans, pas d'un coup pour 80 millions. L'argument est intelligent et dédouane ceux qui l'expriment sincèrement. A ces derniers, il faudrait montrer que l'intégration est déjà réussie en Turquie, que là où elle est la plus difficile c'est bien en Allemagne parce que c'est le refuge des plus conservateurs,

sinon des islamistes, qui y profitent de complaisances dont ils ne bénéficient pas sur le territoire turc. L'entrée de la Turquie est donc un contre-feu contre la montée de l'islamisme radical, surtout depuis la victoire démocratique du parti que ses détracteurs continuent d'appeler islamiste alors qu'il n'est que la version turque de la démocratie-chrétienne. Bien sûr, tout ceci est fragile et serait menacé si l'Europe relevait le pont-levis sur le Bosphore. Par ailleurs, il faut cesser de confondre libre circulation et immigration. L'entrée de la Turquie dans l'Union européenne ne signifierait pas une invasion, mais au contraire la possibilité pour les Turcs de bénéficier des avantages européens tout en restant sur place.

L'Union européenne s'est hélas laissée piéger par l'ONU dans l'affaire chypriote, acceptant de mêler entrée dans l'Union et réunification de l'île. Or les termes de la première étaient dans les mains de Bruxelles et des capitales européennes, alors que le plan pour la seconde était arrêté par le seul Kofi Annan. On en arrive ainsi à l'aberration suprême que les Chypriotes grecs entreraient dans l'Union européenne même s'ils votent non au référendum du 24 avril, ce qui risque d'arriver, alors que les Chypriotes turcs resteront à la porte même s'ils votent oui, ce qui est plus vraisemblable que l'hypothèse précédente.

Veut-on continuer sur cette lancée ? Veut-on imiter les plus obstinés des Chypriotes ? Est-ce là notre modèle et avec eux celui des moines-soldats ? Alain Besançon, pour lequel nous avons le plus grand respect, trouve « triste » de conclure que « l'Europe s'arrête là où elle s'arrêtait au XVII^e siècle » (2). L'idéal semble être ici l'Europe carolingienne que Napoléon a tenté de reconstituer. Mais n'est-ce pas plus que « triste » de concevoir une Europe qui n'aurait trouvé son identité que sur l'exclusion, la *Reconquista* et l'*Inquisition* pour les musulmans et les juifs soupçonnés d'être fausement convertis, sans parler ultérieurement de la *Solution Finale* ? L'historien Henri Pirenne avait eu ce mot : « sans Mahomet, il n'y aurait pas eu Charlemagne ». Ne serait-il pas plus « visionnaire » de revoir notre classique histoire européenne à l'aune des intégrations : l'Andalousie (sept siècles d'histoire) n'est pas qu'une « conquête arabe », ni la Bosnie qu'un héritage laissé par une « occupation » turque (de cinq siècles). Il est vrai que le XVII^e siècle marque la fin de cette libre interaction entre christianisme, judaïsme et islam : parce que les deux dernières, en dépit de plusieurs tentatives intéressantes, auraient refusé les Lumières que le premier a intégrées avec plus ou moins de retard selon les confessions et les pays ? Voilà situé le débat à un autre niveau qui permettrait d'avancer. Ce sont précisément les conditions posées par la commission de Bruxelles à l'ouverture des négociations avec Ankara en décembre prochain : le respect de l'État de droit. Il n'y en a pas d'autre.

Yves LA MARCK

(1) Pas si médiévaux puisque l'on réhabilite maintenant cette période. Dans notre imaginaire populaire, *La Chanson de Roland* est un de ces exemples de re-création historique à deux cents ans de distance : Charlemagne réinterprété par les Croisés. L'un des mythes à pourfendre serait également la fameuse bataille de Poitiers qui s'est jouée à Tours...

(2) *Commentaire*, n°105, printemps 2004, « Quelles frontières pour l'Europe ? ».



Europe ? L'Europe des régions ? Ces questions sont posées depuis des décennies. Tantôt elles sont réduites à

l'état de slogans électoraux, qui ne troublent guère les citoyens, tantôt elles sont traitées avec une décourageante technicité par les notables concernés.

L'analyse de Denis Cribier permet de découvrir, sous la langue de bois, une somme inquiétante de confusions, d'illégalités et de revendications à caractère ethnique. Autant d'insidieuses remises en cause de la conception française de l'État national.

Dans *Royaliste* (1), Annette Delranck a plusieurs fois abordé la formation de structures territoriales à caractère régional, européen et interétatique, en dehors des États nationaux respectifs et sans aucun fondement juridique constitutionnel, et ce, notamment entre la France et l'Allemagne.

Cette situation renvoie à deux conceptions de l'État en Europe, l'État fédéral qui unit différents États ou communautés ou régions préalablement constitués (ex. : l'Allemagne depuis 1871 et la Belgique État unitaire, devenu fédéral depuis les élections de 1995) et l'État unitaire qui octroie à ses communautés, régions ou collectivités territoriales, des compétences avec une plus ou moins grande « autonomie » (ex. : La France, l'Espagne).

Le mouvement engagé en Lorraine et en Alsace, comme nous le verrons également dans d'autres régions ou collectivités territoriales françaises frontalières, tend à s'inscrire dans une nouvelle conception de l'Europe prônée par certains, et consistant à créer un État fédéral européen qui unirait pour ainsi dire non plus des États, mais de nouvelles grandes régions d'Europe redessinées et recréées sur la base d'intérêts essentiellement économiques, sorte de vastes zones d'activité, disposant d'une large autonomie, suivant le modèle allemand et fédérées dans une structure déjà existante : le comité des régions de l'Union européenne, organe de consultation et de représentation des collectivités locales et régionales de l'Union européenne, institué par le traité de Maastricht et installé le 9 mars 1994.

Dans le pire des cas, ce dispositif mènerait inévitablement à la disparition des États nationaux, ce qui juridiquement et historiquement parlant, est une utopie (rassurante en soi quant à la faisabilité du processus), mais dans le « meilleur » des cas, les États nationaux subsisteraient seulement en tant qu'États fédéraux de grandes régions d'Europe redessinées et nouvellement créées (dont des régions interétatiques).

Il sera intéressant de suivre à ce propos ce qui va se passer prochainement en Catalogne où l'État unitaire espagnol est vivement contesté, et où cette communauté autonome, l'une des dix-sept de l'État espagnol ne cache plus au pire, ses volontés d'indépendance avec à terme une réunification avec sa partie française, et au « mieux », une plus large autonomie dans le cadre d'un État espagnol devenu fédéral, à l'exemple de la Belgique.

A ce niveau de constat, il est nécessaire de rappeler quelques évidences :

- tout d'abord, l'Europe fédérale, comme cela a été souvent dit et démontré à plusieurs reprises dans *Royaliste*, est une utopie dangereuse ;

- juridiquement et historiquement parlant, l'Europe ne peut se construire que comme une confédération d'États-nations ;

Ceci a plusieurs conséquences :

- chaque État européen doit rester libre d'adopter la forme juridique et historique qui lui convient le mieux (la mieux appropriée), qu'elle soit unitaire ou fédérale ;

- les régions d'un État fédéral ou unitaire européen, qu'elles disposent d'une

Europe et décentral

Tentation et tent démantèlement

large autonomie ou de larges compétences décentralisées, demeurent des régions dépourvues de toute souveraineté, notamment en matière internationale ;

- la constitution de régions interétatiques est illégale, seule la coopération transfrontalière sur des projets ou programmes communs est possible, avec l'accord des États concernés. Hors ce cadre, on parlera d'expérimentation, ce qui revient à dire le plus souvent improvisation, mais surtout à terme, démantèlement des États en général.

Pour illustrer notre propos voici quelques exemples :

- l'Alsace est la première région française à « expérimenter », et ce depuis le 1^{er} janvier 2003, les fonctions d'autorité de gestion et de paiement des fonds européens du programme « *Objectif 2 Alsace* », soit 110 millions d'euros, jusqu'en 2006. Ces fonds lui sont donc directement versés par l'Union européenne, sans plus passer par le contrôle des services déconcentrés de l'État (secrétariat général pour les Affaires régionales, en Préfecture) et sans que celui-ci procède à leur paiement.

En outre, nouvelle autorité de paiement du programme « *Objectif 2 Alsace* », la région a choisi aussitôt de déléguer cette nouvelle mission auprès d'organismes payeurs extérieurs (C.N.A.S.E.A., Caisse des dépôts et consignations), facturée sur la base de conventions de prestations de services !

- la « grande région » (Sarre, Rhénanie-Palatinat, Lorraine, Wallonie, Grand-duché de Luxembourg) qui dispose d'un Institut dont le vice-président, maire de

ative de le l'État

Nancy, n'est autre qu'André Rossinot, président du Centre National de la Fonction Publique Territoriale, est devenue en 20 ans, une zone de coopération transfrontalière, essentiellement économique, dont le moins que l'on puisse dire est que l'appellation de « grande région », fait peu cas de l'État souverain du Grand-duché de Luxembourg, partie prenante à cette convention de coopération.

Il faut noter, qu'au sein de la « grande région », s'est créée après huit ans de concertation, l'*Eurozone économique Sarrebrück-Forbach*, dans le cadre d'une convention quadripartite entre le conseil général de la Moselle, la ville de Forbach, la ville allemande de Sarrebrück et le land de Sarre, en Allemagne qui n'a pas été validée par la Direction générale des collectivités locales française.

Un groupement local de coopération transfrontalière (G.L.C.T.) a dû être constitué, auquel la ville de Forbach et le conseil général de Moselle devraient être autorisés à adhérer en 2004.

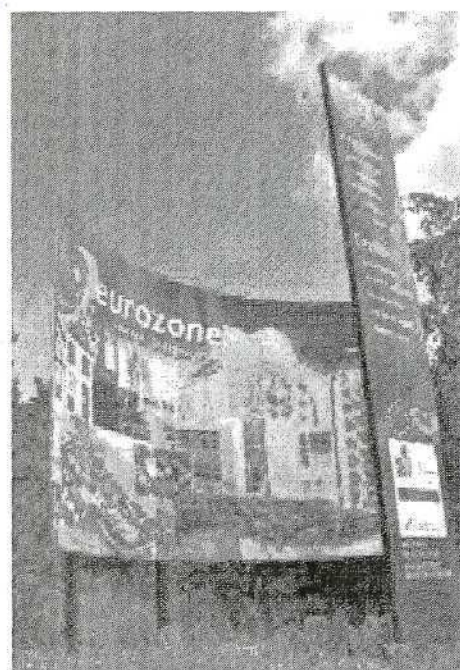
Cette structure de droit allemand, basée à Sarrebrück devra gérer les budgets constitués par les cotisations de chacun de ses membres, la cession des terrains, les emprunts, les subventions et les fonds européens, en respectant à la fois les accords de coopération franco-allemands de Karlsruhe et le droit français. A voir !

● le premier Syndicat mixte transfrontalier en France, créé le 1^{er} mars 2003 à Lauterbourg (Bas-Rhin) héritera de l'autorité de gestion et de paiement du Conseil général, seule collectivité française à disposer de ces compétences pour les fonds européens INTERREG,

destinés à tous les projets de développement transfrontalier ;

- le Syndicat mixte sera composé d'un président allemand, de dix élus français des douze collectivités territoriales françaises fondatrices et de vingt élus allemands des « länder » du Bade-Wurtemberg et du Palatinat ;

● la Lorraine « expérimente » le développement économique international par la signature le 7 mai 2003 d'un protocole de partenariat entre le président du conseil régional, Gérard Longuet et le Préfet de région, Bernard Hagelsteen, destiné à anticiper le transfert prévu des Directions Régionales du Commerce Extérieur (D.R.C.E.), services de l'État, aux régions ;



◆ Les panneaux publicitaires pour l'Eurozone Sarrebrück-Forbach fleurissent dans la campagne mosellane.

● la loi constitutionnelle de décentralisation pour la Corse du 17 mars 2003, a donné des idées aux Basques, qui revendiquent la création d'un « département Pays basque », un « département basque » impliquant une dimension ethnique réfutée par ses promoteurs ;

- 54^e proposition du candidat François Mitterrand en 1981 et revendication des élus locaux depuis 1836 (la réunion avec les Béarnais dans le département des Pyrénées Atlantiques n'ayant jamais été appréciée), celle-ci n'a jamais été mise à exécution de crainte de voir les trois composantes du Pays basque (Labour, Basse Navarre, et Soule) être attirées ou absorbées par les quatre provinces basques de l'Espagne, et le terrorisme, s'exporter en France ;

● les communes de Bourg-Madame (Pyrénées Orientales) et de Puigcerdà en Espagne, séparées par la frontière franco-espagnole, ont créé un « consorcio », comme les y autorise le traité franco-espagnol de 1995, relatif à la coopération transfrontalière ;

- toutefois, cette structure de droit espagnol dotée d'une autonomie financière n'a été « expérimentée » qu'une fois, au Pays basque, pour les villes d'Hendaye, Irun et Hondenibia ;

- ce « consorcio » permet aux deux communes d'engager des projets communs (tel : le réaménagement de l'avenue reliant Bourg-Madame à Puigcerdà), d'avoir accès aux subventions européennes, pour rétablir un certain équilibre entre les entreprises françaises et leurs homologues espagnoles, de part et d'autre de la frontière ;

Ces deux collectivités ayant récemment adopté un projet de convention pour réaliser leur union, celle-ci ne pouvant devenir effective qu'avec l'aval des deux États, il sera intéressant de connaître, pour l'Espagne, la décision qui sera prise et qui relève du gouvernement espagnol et pour la France, celle du Conseil d'État, le dossier étant en cours d'instruction à la préfecture des Pyrénées Orientales.

*

Ainsi, nos gouvernants s'engagent dans une fuite en avant sur des terrains mouvants et dans une totale improvisation, souvent en contradiction avec le droit français et international, au nom de principes dénués de tout fondement juridique : gouvernance, expérimentation, partenariat institutionnel conventionné, destinés à favoriser une coopération à dominante économique, libérée des contraintes des États garants de la cohésion économique et sociale, basée sur la conception d'une Europe fédérale des régions où les États seraient à terme, voués à disparaître. Dès lors, l'Europe ne serait pas essentiellement une construction politique, mais une vaste zone économiquement structurée et harmonisée sur des bases essentiellement financières, coupées de toute autre préoccupation.

En somme, un projet utopique et contraire à notre conception de l'État, gardons-nous-en.

Denis CRIBIER

(1) in *Royaliste* 816 : « Sacré Charlemagne ! » sur la charte d'autonomie régionale élaborée par le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux d'Europe.
et in *Royaliste* 822 : « Trévires et Médiomatriques » sur la « Grande Région ».

Le Débat

Haine de classe

Et que dit-on, ces temps-ci, du côté de chez Marcel... Gauchet ? De bien justes choses, sur de vastes domaines (l'Europe, les États-Unis) qu'on croit connaître mais sur lesquels il faut sans cesse revenir.

L'article que le rédacteur en chef de la revue consacre au « *Problème européen* » devrait être pris comme base de discussion par tous ceux qui veulent envisager sérieusement l'avenir de notre continent. Pour Marcel Gauchet, « *c'est à partir des nations entre lesquelles elle se divise que l'Europe peut s'unifier conformément au génie propre de son histoire* ». Voilà qui ouvre la bonne perspective... tout en nous incitant à la critique trop longtemps retenue du concept d'État-nation.

Quant aux relations entre la France et l'Amérique, l'étude que publie Ran Halévi est fondamentale puisqu'elle porte sur « *la scène primitive d'une mésintelligence pacifique* ». Dans les premières années des relations franco-américaines, tout le monde paraît s'aimer mais personne ne se comprend. Lors de la guerre d'Indépendance, Louis XVI et Vergennes font de la géostratégie tandis que les intellectuels français philosophent sur un pays rêvé. Puis les Américains refuseront de soutenir la France révolutionnaire en guerre contre l'Angleterre.

Ainsi débute un malentendu subtil qui se compliquera au fil des décennies et s'alourdira pendant la Seconde Guerre mondiale et après. Histoire sans fin prévisible...

Jacques BLANGY

☐ (1) *Le Débat*, n° 129, mars-avril 2004, Gallimard, prix franco : 15 €.

Avec ses deux premiers gouvernements, Jean-Pierre Raffarin a réussi un exploit : agir de telle sorte que la caricature marxiste de l'État bourgeois inféodé au Capital devienne une réalité indéniable et odieuse.

Ecoutant naguère les diatribes des derniers staliens et des jeunes maoïstes contre le Bourgeois et le Capitaliste, je me disais qu'une conception aussi sommaire des conflits sociaux n'avait jamais correspondu à la réalité historique. Et la complexité croissante des sociétés humaines me paraissait interdire à jamais cette conception sommaire de la lutte des classes que les militants de base résumaient ainsi : la classe bourgeoise dominante, soumise aux grands intérêts industriels et financiers, produit une idéologie justifiant l'exploitation systématique des travailleurs.

C'est dire que, voici vingt ans, je n'aurais jamais ouvert un livre fustigeant les riches, trop certaine d'y trouver quelques hallucinogènes cultivés par les nostalgiques de la voie albanaise vers les matins radieux du communisme réalisé.

Mais voici que la fiction du « *gouvernement des riches* » épouse la réalité politique depuis l'arrivée à Matignon, au printemps 2002, d'un terne apparatchik libéral déguisé en roturier du terroir. Jean-Pierre Raffarin est l'homme qui gouverne avec le Medef et pour satisfaire aux demandes de ce groupe de pression, d'autant plus gourmand que personne ne lui résiste en haut lieu.

Celui qui fait cette démonstration implacable n'est ni un admirateur du communisme nord-coréen, ni un militant de

la Gauche prolétarienne que le camarade Glucksmann aurait oublié de prévenir des changements de ligne. Michaël Moreau est tout simplement journaliste à *France soir*, en charge du secteur patronal. Sans faire de théorie, sans se livrer à la polémique, il rappelle la série des lois votées depuis 2002, explique comment et par qui elles ont été conçues et présentées à l'opinion publique. Il relève aussi le cynisme de certains propos prononcés par les dirigeants politiques et patronaux au fil des entretiens effectués avec celles et ceux qui traitaient les grands dossiers : SMIC, fonction publique, licenciements dans le secteur privé, intermittents du spectacle...

Selon son tempérament, le lecteur sera assommé ou entrera dans une colère froide.

Non, ce n'est pas la « *France d'en bas* » qui inspire le brave homme venu du Poitou à l'appel du Président, mais des clubs de députés ultra-libéraux directement branchés sur les bureaux d'études du Medef et d'autres groupes de pression liés depuis toujours au RPR. Le gouvernement des riches réalise la symbiose entre le faux rural charpentiers et le faux baron Seillière.

Non, ce ne sont pas les braves gens de la droite qui exigent les « réformes » détruisant l'organisation sociale et l'économie française, mais des spécialistes de la « communi-

cation » qui expliquent aux responsables de la majorité comment mentir et qui menacent les journalistes irrévérencieux de diverses sanctions. Le gouvernement des riches est celui du mensonge prémédité, concerté et sans cesse réitéré - tant il est vrai qu'il n'y a pas de bonne propagande sans inlassable répétition.

Non, Jean-Pierre Raffarin n'a pas le cœur sur la main, et ce n'est pas pour créer des emplois que le Medef veut supprimer l'ENA, l'ISF et les 35 heures. Il s'agit de faire encore et toujours plus de profits. Certes, mais il y a plus : quelque chose d'irréfléchi, de passionnel dans l'attitude des jeunes loups de la majorité et chez ces dirigeants du Medef qui ne sont pas représentatifs de l'ensemble des patrons français. Le plus inquiétant dans le livre de Michaël Moreau, c'est la haine qui suinte par tous les pores ultra-libéraux : « *fonctionnaire* » est une insulte, le *rmiste* est un « paresseux »... Comme au XIX^e siècle, la haine de classe ou du moins l'absolu mépris de la condition des hommes et des femmes au travail, c'est d'abord le fait de l'oligarchie. Mais qu'on ne s'étonne pas ensuite si la « *France d'en bas* », moins dupe, moins écrasée qu'on ne l'imagine par ceux qui tentent de la culpabiliser, renvoie vers les élites la haine que celles-ci projettent pour se cacher leur incapacité, leur corruption et leur total égoïsme.

Maria DA SILVA

☐ (1) Michaël Moreau - « *Le gouvernement des riches* », La Découverte, 2004, prix franco : 16 €.

Le Progrès a-t-il un avenir ?

Il arrive encore que des politiques de gauche se définissent comme *progressistes*, en stigmatisant le *conservatisme* de leurs concurrents. Mais ce faisant, c'est en un sens bien affaibli qu'ils se réclament ainsi d'une idéologie, qui fut hier flamboyante, dominante, campée sur des certitudes qui se voulaient scientifiques. Depuis quelques décennies, la croyance en un avenir forcément mirifique de l'humanité a plus que du plomb dans l'aile. Elle gît à terre, pulvérisée. S'il en fallait un signe, il suffirait de relire la collection du quotidien *L'Humanité* qui fête son centenaire. On s'apercevrait que les tirades épiques de la période stalinienne, consacrées aux promesses prométhéennes de l'Union soviétique ont laissé la place à des considérations infiniment plus modestes. C'est que nous avons changé d'époque. L'illusion d'une science productrice infaillible de bonheur et d'émancipation ne tient plus depuis qu'on s'est aperçu qu'il y avait aussi une barbarie scientifiée et technicisée. Il arrive même que le réquisitoire contre « le progrès meurtrier » soit tellement implacable que les perspectives ouvertes par les origines même de la modernité se trouvent déshonorées. Du même coup, c'est le paradigme même de la civilisation issue des Lumières qui devient obsolète.

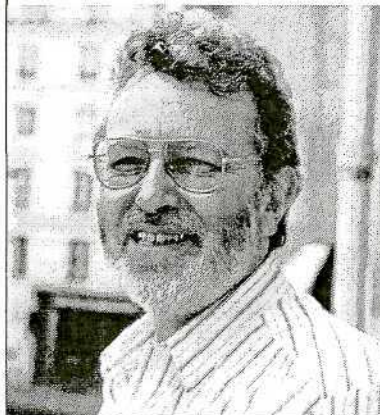
Voilà très longtemps que Pierre-André Taguieff travaille dans ce domaine précis de l'histoire des idées. Il se devait, un jour ou l'autre, de rassembler son savoir pour nous offrir une généalogie historique et philosophique de la notion de progrès. Voilà qui est accompli avec son dernier essai, dont le projet consiste à reprendre le cheminement intellectuel de ce qui fut à la fois conviction et passion et dont les premières conceptualisations remontent aux XVII^e et XVIII^e siècles. Le tournant rationaliste et scientiste qui s'accomplit alors ne saurait s'abstraire d'un substrat religieux, tant il est vrai que le progressisme moderne résulte d'une mutation de l'eschatologie chrétienne et qu'il lui en restera toujours quelque chose. « *C'est que la foi dans le Progrès vise un absolu paradoxal, transcendant/immanent : c'est ce supplément de transcendance qu'on rencontre dans toute doctrine progressiste, serait-elle expressément matérialiste.* » La dimension d'hérésie n'en est pas moins patente. Entre Augustin et Joachim de Flore, il y a bien rupture, le second escomptant une *rénovation* substantielle du monde, qui est tout autre chose que celle apportée par la Rédemption christique. Reste donc à déterminer l'inspiration d'une telle mutation-révolution. De quel *esprit*, elle est. Le moine Roger Bacon en avait-il la sûre intuition lorsqu'il célébrait, dès le XIII^e siècle, une science expérimentale dont les pouvoirs seraient infinis, jusqu'à prolonger la vie des humains ?

Ce qui est sûr, c'est qu'avec un Condorcet et son *esquisse d'un tableau historique de l'esprit humain* (1793) l'idéologie est parfaitement constituée. Tout marche de conserve. Il

attribue à la nature l'existence de liens par lesquels sont « *indissolublement unis les progrès des lumières et ceux de la liberté, de la vertu, du respect des droits naturels de l'homme* ». Tous les aspects du progrès sont indissolublement associés. Il existe un cercle vertueux qui rend solidaires la croissance économique, les libertés démocratiques et le perfectionnement moral. À ceux qui s'interrogeraient sur un parti pris aussi flagrant d'optimisme, Hegel offrirait la solution dialectique grâce à laquelle « *le mal est dissous par son absorption dans la totalité historique* » si bien qu'au terme les moments négatifs se trouvent assumés positivement dans une fin absolument heureuse. Auguste Comte rejoignait le même optimisme évolutionniste qui, à l'expérience concrète de l'histoire, ne tarderait pas à être mis à mal, ne serait-ce que sur le terrain de la théorie.

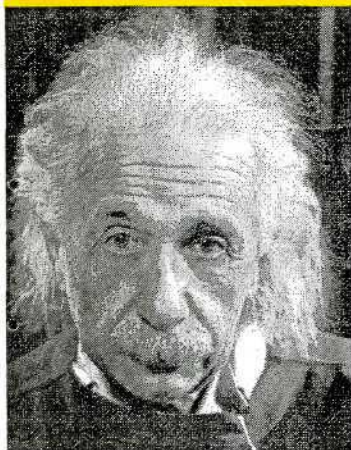
La question du darwinisme social et celle de l'eugénisme intégral constituent, en effet, des provocations directes où la toute puissance du savoir scientifique est en situation d'agression directe par rapport à la morale et à l'anthropologie philosophique. Nous sommes en proie à une utopie dont le contenu suppose « *l'idée d'une malléabilité infinie de l'homme* ». Avec la Révolution française, le projet d'une régénération de l'humanité prend un essor nouveau, conforté par toutes les pensées légitimant l'accroissement de la puissance humaine (Francis Bacon), la maîtrise de la nature (Descartes), l'amélioration indéfinie des facultés physiques, mentales et morales de l'homme (Condorcet), le volontarisme artificialiste des Lumières. Mais jusqu'où ira cette tentation de la toute puissance dont le génie de Goethe avait discerné le maléfice foncier : « *Ne suis-je pas le fugitif [...] l'exilé ? Le monstre sans but et sans repos [...] Qui, comme un torrent mugissant de rochers, aspire avec fureur à l'abîme ?* »

par Gérard Leclerc



La sophistique d'une légitimation globale par la perspective univoque du Progrès est mise à l'épreuve de défis insurmontables, et sa naïveté n'est plus admissible. Hans Jonas a mis en évidence une maîtrise qui ne se maîtrise plus. L'avènement d'une bioéthique est significatif d'un accroissement de responsabilité éthique que ne saurait compenser la magie faustienne de la technologie. On peut donc parler d'un naufrage généralisé du progressisme idéologique, avec le risque d'une réaction outrancière qui exténuerait jusqu'à la nécessaire stimulation d'un progrès responsable ou d'une somme ordonnée et finalisée de progrès partiels. Ainsi, Pierre-André Taguieff nous conduit-il, non sans quelque modestie, à la nécessité d'un recadrage philosophique et anthropologique. Car il ne nous offre pas de pensée métaphysique toute constituée. La leçon qu'il tire d'un parcours de plusieurs siècles est plutôt de l'ordre de la sagesse. Ce n'est pas sans quelque émotion qu'un vieux bernanosien de mon espèce retrouve sous la plume d'un chercheur aussi rigoureux que lui, des citations tirées des avertissements que l'écrivain adressait à ses compatriotes au lendemain de la guerre. Si l'idéologie progressiste est bien, en effet, « *une escroquerie à l'espérance* », c'est qu'une imposture falsificatrice s'est glissée dans la tête des utopistes béats au Progrès. Reste à ne pas sombrer dans un pessimisme alternatif qui pourrait faire bon ménage avec l'à quoi bon. « *L'espérance, dit encore Bernanos, est une vertu héroïque* ».

■ Pierre-André Taguieff - « *Le sens du Progrès, une approche historique et philosophique* », Flammarion, prix franco : 26 €.



Découvrir Einstein

Einstein ? Un des génies les plus fulgurants que le monde ait connu. La phrase est classique, mais que sait-on vraiment du personnage et de l'homme caché derrière l'image habituelle ?

Jusqu'en 1986 rien ne vient altérer l'image du Commandeur forgée par l'opinion et ses nombreux biographes.

A cette date, Helen Dukas, gouvernante-secrétaire, légataire universelle et fanatique gardienne de la mémoire de l'illustre savant, décède. Des milliers de documents sont devenus accessibles, il en résulte « une mise à jour qui révèle des épisodes douloureux, parfois déplaisants, que ses premiers héritiers ignoraient ou préféreraient garder secrets ». C'est ainsi que le portrait édifiant du savant laisse progressivement place à celui « plus authentique, d'un personnage complexe, intransigeant ou opportuniste, généreux ou égoïste, génial ou décevant, révolutionnaire ou conservateur, et, au total, plus humain donc plus attachant ». Il fut aussi « de la commune espèce » comme aurait dit Péguy.

Né Allemand en 1879, devenu Suisse, il meurt Américain en 1955 après avoir connu une fantastique célébrité en 1905 après la publication de cinq articles qui ont révolutionné la physique. Paradoxalement ce visionnaire refusera, par la suite, de s'associer au développement de cette science nouvelle qu'il avait contribué à mettre sur les rails. C'est, presque oublié par ses pairs, qu'il décèdera à Princeton, son nom seul étant

alors associé à « la bombe » dont, contrairement à la légende, il ne fut pas le père, même si les travaux sur l'équivalence matière-énergie, la fameuse équation $E = mc^2$, ont permis de mettre en évidence la fabuleuse concentration d'énergie contenue dans une petite quantité de matière.

Dans un livre très dense, où l'admiration n'occulte pas l'objectivité, François de Closets nous propose une belle biographie de cet anarchiste solitaire, génial et paradoxal. Au-delà de son très grand intérêt, je crois utile de préciser que cette lecture n'est pas toujours facile, malgré l'incontestable talent de vulgarisation de l'auteur. Que l'on ne voit pas dans cette réserve un obstacle, l'exceptionnel intérêt de ce texte l'emporte longuement sur l'effort parfois demandé.

Relativité restreinte, atomes, molécules, quanta, à vingt-six ans, la moisson est éblouissante, l'homme est universellement connu, comblé d'honneurs, couvert de lauriers, la voie royale est tracée. C'est alors le grand refus qui commence, bien qu'entre 1912-1913 ses travaux sur la relativité généralisée aboutissent. Einstein se coupe de la communauté scientifique. À cela, deux coupables : les quanta et l'idée quasi « spirituelle » qu'il se faisait de la recherche fondamentale.

Les quanta, sortis des équations de Planck, bien embarrassé par sa découverte, ont donné naissance à la physique quantique dont Einstein fut le premier utilisateur dans ses travaux sur l'effet photoélectrique ; il n'en conteste donc ni l'intérêt ni les résultats, par contre il n'admet pas qu'elle reste purement descriptive, le « pourquoi » restant incompréhensible. En effet, cette physique possède la particularité de donner des résultats cohérents mais elle ne s'explique pas. Elle renonce à traiter chaque phénomène isolément, comme un enchaînement de cause à effet. Les observations montrent des comportements individuels imprévisibles, incohérents qui échappent à toute la logique de la physique classique. Elle se contente donc d'un calcul statistique qui, sur un très grand nombre d'événements, permet de prévoir des résultats « conformes ». « Les probabilités sont érigées en principe de connaissance et la vérité mise en pourcentage ». Ce « hasard » qui fait si bien les choses Einstein ne peut l'accepter d'où le fameux dialogue avec le danois Niels Bohr :

- « Dieu ne joue pas aux dés. »

- « Qui êtes-vous, Einstein, pour dire à Dieu ce qu'il doit faire ? »

Tout est là. Dieu. Mais quel dieu chez cet athée ? François

de Closets cite « Toute physique est métaphysique ». Ce savant a toujours donné à son travail une dimension spirituelle. « Je ne peux concevoir un scientifique authentique qui n'aurait pas une foi profonde », mais son dieu n'a rien à voir avec ceux des grands monothéismes, il participe à un vaste panthéisme rationaliste : « Je crois au dieu de Spinoza qui se révèle dans l'harmonie de tout ce qui existe mais non à un dieu qui se préoccuperait du destin et des actes des êtres humains ».

Cette conception des choses entraîne une vision du monde. Les quanta et cette science de « l'à-peu-près » mais qui « marche », elle lui paraît « mal fichue, laide, incompréhensible » rien qui ressemble à l'ultime vérité. Elle le hérisse. Sa conception de l'ordre cosmique crée nécessairement une correspondance entre la logique qui gouverne le monde et la raison humaine. Le monde est intelligent, tous les phénomènes doivent obéir à la loi, ils ne peuvent être le fait du hasard. Ce sera alors la vaine recherche, trouver le grand théorème unitaire, trouver « la sublime simplicité qui gouverne le monde » ramassée en une unique équation. Ce sera l'échec, mais c'est peut-être dans cet échec orgueilleux qu'Einstein est le plus grand. Un livre magnifique.

Michel FONTAURELLE

☐ François de Closets - « Ne dites pas à Dieu ce qu'il doit faire », Le Seuil, prix franco : 24 €.

Souscription

Plaie d'argent peut être mortelle...

Nous publions ci-dessous la liste de nos amis qui ont répondu sans tarder à l'appel que je lançais fin mars. Qu'ils en soient vivement remerciés. Les sommes recueillies ici cumulées aux dons spontanés que nous avons reçus avant le lancement de la souscription dépassent les 5 000 €, soit le tiers de ce qui nous est absolument nécessaire pour que *Royaliste* puisse continuer son travail de salut public. C'est encourageant mais c'est aussi un peu trompeur : d'une part nous ne partions pas de zéro, d'autre part les premiers amis à répondre sont les plus motivés et souvent les plus généreux. Aussi je renouvelle mon appel : c'est 14 000 € qu'il nous faut réunir avant les vacances, c'est indispensable, c'est possible, cela ne dépend que de votre générosité...

Yvan AUMONT

4^e liste de souscripteurs

Remi Aimar 20 € - Roger Akriche 30 € - Gilles Ascaride 30 € - Lucie Aubrac 40 € - A.B. (Hérault) 20 € - Françoise Baudin 129 € - S.B. (Moselle) 100 € - E.B. (Hérault) 50 € - Djamel Boudjelal 16,76 € - P.-Y. B. (Hauts-de-Seine) 153 € - Gisèle Brodud-Yviquel 40 € - Ghjacumu Colonna 150 € - Marcel Conche 100 € - Michel Cornet 50 € - Daniel Cretoux 100 € - André de Crux 20 € - Bernard Cubertafond 20 € - Olivier Dejoux 20 € - J.-M.D. (Hauts-de-Seine) 40 € - Luc Durand 30 € - Pierre-Jacques Durbise 40 € - Michèle Dutac 14,48 € - Stéphane Esquerre 10 € - Albert Forget 14 € - Christian Frater 50 € - Max Gallo 150 € - Joël Garreau de Loubresse 16 € - Jean-Marie Gurvil 20 € - Etienne Harel 35 € - Bernard Hugues 20 € - Patrick Jacques 15,24 € - Pierre Jallut 30 € - Blandine Kriegel 40 € - Jacques Lambalais 14,60 € - Jacques Lancement 20 € - Antoine Lazinier 22,87 € - Christian Lecocq 100 € - Guy Leclerc-Gayrau 20,58 € - Guy Leres 100 € - Jean-François et Marie-Thérèse Lespes 14 € - Patrick Louis 40 € - Jean-José Marchand 20 € - Jean-François Maurel 225 € - Etienne Parize 10 € - Noël Pécout 30 € - A.P. (Haute Saône) 64 € - Olivier-Henri Pfister 20 € - Prosper Potier 35 € - Philippe Prebet 100 € - Yolande de Prunel 100 € - Michel Puravet 40 € - Aimé Richardt 60 € - Michel Roth 20 € - Hervé Rumin 40 € - Alain Saint Paul 50 € - Bernard Sonck 100 € - Raymond Tavernier 10 € - Grégory Thomas 20 € - Christian Tourne 20 € - Marcel Veyrenc 50 € - François Viet 60 € - Max Woelfle 100 €

Total de cette liste : 3119,53 €

Total précédent : 1971,97 €

Total général : 5091,50 €

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 28 avril** : Fidel Castro continue de bénéficier, dans une certaine élite rose, d'une réputation globalement positive. Pourtant, sous la légendaire figure du dictateur cubain, paraît la dure vérité d'une tyrannie aux couleurs des Caraïbes. Tel est le résultat de longues années d'enquête qu'a menée **Serge RAFFY**, écrivain, poète et journaliste (*Elle, Libération*) auprès de centaines d'acteurs et de témoins de la révolution cubaine. « **Castro - portrait d'un stalinien tropical** » : La présentation de la biographie publiée par notre invité nous permettra de pénétrer dans les coulisses de la politique étrangère au temps de la guerre froide, de réfléchir à nouveau sur les mécanismes de la terreur et d'envisager l'avenir de Cuba après la disparition du vieux *Comandante*.

● **Mercredi 5 mai** : La classe dirigeante souhaite aller toujours plus loin dans la décentralisation alors que la plupart des citoyens n'y accordent qu'une attention superficielle. Preuve en est le détournement des élections régionales de mars 2004 en référendum sur la politique gouvernementale ! Le désintérêt et les confusions qui marquent la dé-

centralisation ne tiennent pas à la technicité des questions posées. Comme membre du corps préfectoral, comme professeur de droit public, comme élu local, **Roland HUREAUX**, auteur d'un ouvrage sur *Les Nouveaux féodaux*, témoigne d'une illusion et d'une imposture. Illusion : la France n'est plus depuis longtemps étouffée par le centralisme ; le risque est qu'elle se décompose sur l'effet des corporatismes et des nouvelles féodalités. Imposture : tandis qu'on célèbre une *Europe des régions* contradictoire avec l'intention fédérale affichée, la décentralisation favorise le clientélisme et la corruption à l'opposé de la « démocratie de proximité » vantée par les notables. Indispensable, ce « **Procès de la décentralisation** » fait ressortir la nécessité de l'État, gardien de l'intérêt général.

● **Mercredi 12 mai** : On croit tout savoir sur les effets pervers de la dictature de l'Audimat. **Hélène RISSER** démontre que nous ne voyons que l'écume des choses. Journaliste, cette collaboratrice de l'émission *Arrêt sur images* a mené une enquête approfondie sur « **Les coulisses de la télévision** ». Domestication des journalistes ? Manipulation de l'information ? Fabrication de la « télé-réalité » ? Montants des contrats des animateurs-producteurs ? Propagande politique ? Pressions des annonceurs ? Préjugés des dirigeants du secteur privé ? Résignation de ceux du secteur public ? Sur ces questions, parmi bien d'autres analysées dans un livre passionnant (*L'Audimat à mort*) notre invitée explique que la logique actuelle du système médiatique détruit radicalement les belles légendes de la « société de l'information » et d'une « démocratie d'opinion » dont la télévision serait l'efficace instrument. Un excellent travail de démystification à ne pas manquer !

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Doctrine du pouvoir

La « doctrine française » que j'évoquais dans le précédent numéro assemble trop d'histoire et trop de composantes pour constituer un corps d'idées claires et distinctes. Elle ne cesse heureusement d'être travaillée dans le cadre discret de revues et de séminaires qui renouvellent notre conception de la monarchie royale, du jacobinisme, des collectivités décentralisées...

Qu'on nous permette cependant de critiquer la référence à ce qu'on appelle *État-nation* par une facilité de langage. Il importe de distinguer ces deux concepts et d'effacer le trait d'union afin de mieux réfléchir sur la manière dont les diverses réalités s'organisent dans notre collectivité politique. La confusion théorique correspond en effet à des pratiques partisans qui se rejoignent depuis quelques années :

- côté gauche, ce qu'on appelle « jacobinisme » est la réduction idéologique de la nation historique et de la patrie sensible dans l'État ou plus exactement dans le volontarisme étatiste qui fait encore l'objet de nobles discours.

- côté droit, le nationalisme autoritaire déguisé en « souverainisme » résorbe l'État dans l'exaltation passionnelle d'une nation fictive, qui trouverait ses « valeurs » dans la détestation d'un ennemi - hier l'Allemagne, aujourd'hui la Turquie... Fonder une collectivité sur la peur, exploiter cette peur pour obtenir quelques sièges à Strasbourg : quelle magnifique perspective !

Bien entendu, nos amis « jacobins » et nos cousins gaulloises de droite qui croient utile de se définir comme « souverai-

nistes » n'ignorent pas que l'État national n'est ni pensable ni possible sans un pouvoir politique solidement institué. Peu ou prou, à l'exception des communistes, notre « parti patriote » tient la Constitution gaullienne comme une donnée fondamentale de notre vie politique. Ce qu'elle n'est plus en raison des multiples attentats dont elle a été victime, à commencer par le quinquennat.

Il est donc capital de reprendre la question du pouvoir politique,



qui est trop implicite dans les recherches actuellement menées sur l'*État-nation*. En quelques mots (1) : l'État n'est pas la nation ; l'État est une organisation administrative chargée de traduire en actes notre droit politique. La nation n'est pas l'État : c'est une collectivité historique et juridique abritant un peuple libre d'exprimer sa volonté. Mais comme on le voit lorsque le Gouvernement se dégrade en « gouvernance », l'État et la nation ont besoin du pouvoir politique pour exister ; ce pouvoir est par ailleurs indispensable pour éviter que l'État ne dégénère en bureaucratie ou pour empêcher une dérive nationaliste du sentiment national.

Ces lignes, qui paraîtront trop abstraites, nous placent au cœur

de la question nationale dans le monde moderne. Dans notre pays, riche d'une longue tradition politique, il n'est pas très difficile de rétablir une Constitution gaullienne (réformée selon l'expérience acquise), de consolider l'appareil d'État et de renforcer l'appartenance à la nation par la mise en œuvre d'un plan de développement économique et social. Mais gardons-nous d'exporter un prétendu modèle de l'*État-nation* et de faire l'impasse, lorsque nous réfléchissons avec nos amis étrangers, sur le pouvoir politique dans sa symbolique et dans sa portée immédiate.

Quelques exemples familiers :

Sans Siméon de Bulgarie, même un État très solidement organisé dans une nation sûre de son historicité ne représenterait pas une garantie suffisante contre les pulsions nationalistes qui pourraient emporter le pays.

En Serbie-Monténégro comme en Albanie, l'instauration d'un État de droit ne permet pas de définir clairement le cadre national et d'assurer aux populations la stabilité et la continuité politiques dont elles ont besoin.

Nous savons que la question du pouvoir politique se pose chaque jour plus tragiquement en Irak mais n'oublions pas non plus les nations nouvellement créées qui ne disposent pas d'une dynastie et qui sont, plus que les autres, menacées de dictature. En Europe balkanique, en Asie centrale, en Afrique, il est urgent que les Français associent leurs amis à une réflexion sur la nation et le pouvoir politique, dont les termes sont à préciser et à enrichir afin que la paix civile ait chance d'y être rétablie ou préservée.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. « État, nation, pouvoir dans la philosophie politique de Claude Bruaire », revue *Cité*, n° 26. Prix franco 7 €.